

Faire la guerre dans « la jungle de béton »

La guérilla urbaine

GILLES FERRAGU

Elle est pour certains officiers « l'ultime champ de bataille » (selon l'ouvrage éponyme des colonels Chamaud et Santoni, éditions Pierre de Taillac, 2019) : la ville, comme cadre de guerre (hors du siège), est un défi pour n'importe quelle armée. Stalingrad, la « mère des batailles urbaines » (O. Wieviorka), a montré combien la guerre en ville est à la fois le contexte idéal à une bataille d'attrition tout en s'inscrivant dans une manœuvre ample d'encerclement de la 6^e armée allemande (l'opération Uranus), démonstration de l'art opératif soviétique. Et nombre de conflits récents (Liban, Tchétchénie, Irak, Ukraine, etc.) ont éclairé la complexité de la guerre en ville, à la fois tactique (les blindés et l'artillerie sont plus menacés et entravés) et morale (les victimes civiles). La ville semble pourtant être l'avenir de la guerre, si l'on suit les prévisions de la Banque mondiale, qui considère que d'ici 2050, 70 % de la population mondiale sera urbaine. Récemment, le conflit entre Israël et le Hamas a révélé les complexités d'un assaut urbain, quand la ville devient à la fois forteresse (sur plusieurs dimensions) et piège. Véritable laboratoire d'une guerre future, ce conflit, qui a vu pour la première fois l'utilisation d'IA dans le ciblage de l'adversaire (via le programme Habsora), est aussi marqué par un nombre effroyable de frappes collatérales et de victimes civiles qui se comptent en dizaine de milliers. Si l'exemple israélo-palestinien est pertinent, ce n'est pas seulement du fait de cette dimension de guerre moderne et hybride, c'est aussi en ce qu'il illustre le passage entre un schéma ancien, celui de la guérilla urbaine et son corollaire terroriste, à un conflit de haute intensité. La solution envisagée par l'armée israélienne – des bombardements ciblés avant une offensive terrestre – révèle la relative incapacité d'un État à réduire une opposition de cet ordre, et pose plus largement la question du terrorisme assimilé à une forme de guérilla urbaine.

La guérilla se définit comme « une forme de conflit caractérisée par le refus du combat frontal décisif, par l'emploi du harcèlement et de la surprise » (G. Chaliand). Autrement dit, la guérilla est le moyen de faire durer le combat avec une grande économie des forces, et, à ce titre, constitue souvent l'arme du faible. La force principale de la guérilla réside dans le principe d'un accord intime (obtenu volontairement ou par la terreur) entre les rebelles et la population : si l'accord n'existe pas, c'est alors qu'on peut voir émerger le terrorisme. Tout l'art de la guérilla consiste à étendre ses menaces sur la plus grande surface possible sans pour autant inciter l'adversaire à se replier afin qu'il soit contraint de diluer ses forces pour la protection d'un nombre croissant de points.

Naissance de la guérilla urbaine

Le concept de guérilla urbaine émerge dans les années 1960, en Amérique latine. Dans une Amérique latine toujours orpheline de Bolivar, l'épopée d'un Fidel Castro et de ses guérilleros, partie de l'échec d'un coup d'État artisanal (1956) pour parvenir à une révolution et à la chute d'un dictateur (1959), illustre le mythe politique de la « guérilla » théorisée par Ernesto « Che » Guevara. Ce mythe mobilisateur a des échos dans tout le sous-continent : c'est notamment la tactique du *foco*, le foyer insurrectionnel installé dans une zone difficile, et qui parvient à déclencher un soulèvement révolutionnaire, qui inspire une grande partie de l'extrême gauche sud-américaine.

Ce schéma débouche sur des pratiques nouvelles, déclinées dans des manuels de stratégie qui, tous, développent une expression apparue dans les années 1960, la *concrete jungle* (la jungle de béton), et surtout l'idée d'un environnement urbain globalement hostile, car tenu par les autorités. À cet égard, l'ouvrage pionnier, *Stratégie de la guérilla urbaine*, publié en 1966, est celui d'Abraham Guillén, un vétéran de la



Fidel Castro et ses hommes dans la sierra Maestra.

Guerre d'Espagne, qui propose de repenser le modèle cubain d'insurrection à l'aune de la réalité urbaine latino-américaine. C'est à cette jungle-là, une jungle politisée – et non la « *neutral jungle* » de Spencer Chapman (1948) – que les révolutionnaires sud-américains se confrontent. Il s'agit pour eux d'utiliser les possibilités de la ville à la fois pour se dissimuler, y organiser réseaux et circuits logistiques clandestins, mais également pour frapper le pouvoir politique.

Le premier mouvement à revendiquer cette tactique naît en Uruguay : il s'agit du Mouvement de Libération nationale (Movimiento de Liberación Nacional / MLN), un écho direct de la révolution cubaine. Le MLN est fondé en 1965 en réaction à la multiplication des putschs au Brésil et en Bolivie (1964). Dans ces deux pays, l'armée conquiert le pouvoir au nom de la doctrine de la « sécurité nationale », pendant militaire des *focos*, qui confie aux militaires la tâche de lutter contre les éléments subversifs non seulement par les armes mais également en s'ingérant dans la politique économique. Le MLN se signale le 1^{er} juillet 1968 par un premier enlèvement, celui du président d'une entreprise d'État. Cette action donne le ton des premières opérations des Tupamaros, qui se présentent autant comme justiciers que comme révolutionnaires, subvertissant le lexique étatique

en parlant de « tribunaux populaires », de « prison du peuple », etc. En parallèle, dans le Brésil proche, Carlos Marighella, un ancien militant communiste, participe à la création, en 1968 de l'Action de libération nationale (Ação Libertadora Nacional / ALN) dont il théorise le combat à travers son *Manuel de guérilla urbaine* (1969). Le théoricien brésilien y développe notamment une stratégie de communication, insistant sur l'usage des médias et distinguant ce qui relève de la « propagande armée » et ce qui participe de la « guerre des nerfs ou guerre psychologique », c'est-à-dire « une technique de lutte basée sur l'utilisation directe ou indirecte des médias ou du téléphone arabe. Son but est de démoraliser le gouvernement. On y arrive en divulguant des informations fausses, contradictoires, en semant le trouble, le doute et l'incertitude parmi les agents du régime ». En écho, les Tupamaros font circuler leur propre manuel de guérilla urbaine : on ne parle plus de guérilleros mais de « militants de la guérilla », une appellation politique. De même, la ville y est définie comme « un terrain assez limité et saturé d'agents de la répression » – qui suppose des pratiques nouvelles, une stratégie adaptée et des modes d'organisation plus autonomes. Les divers modes d'action, la clandestinité, la gestion des moyens et plus globalement l'exploitation des possibilités offertes par la ville, tant



Siège des Tupamaros en Uruguay.

pour se dissimuler que pour cibler l'adversaire, sont abondamment commentés.

Une guérilla qui s'exporte

Cette doctrine révolutionnaire fait bientôt école, jusqu'à devenir emblématique du terrorisme révolutionnaire des années 1970. La référence à Che Guevara et à Carlos Marighella devient un passage obligé autant qu'un argument d'autorité de chaque texte programmatique. La circulation transnationale des écrits de Marighella et Guillén a d'ailleurs pu faire croire à l'existence d'une véritable internationale des poseurs de bombes. L'extrême gauche européenne, fascinée par la révolution castriste et ses déclinaisons, s'empare du corpus latino-américain. En France, une première traduction d'une lettre ouverte de l'ALN, publiée en octobre 1969 dans *Les temps modernes*, témoigne de cet engouement. Mais c'est le *Manuel du guérillero urbain* traduit du texte de Marighella, publié en 1970 dans les diverses éditions du magazine *Tricontinental*, qui passe à la postérité. Cependant, si la stratégie s'inspire des modèles latino-américains, la tactique se précise en Europe, dans le contexte des années de plomb (l'expression apparaît dans un film allemand de Margarethe Von Trotta, *Die Bleierne Zeit*, sorti en 1981) et d'un conflit qui n'est pas seulement politique mais également culturel et générationnel.

Plusieurs organisations trouvent dans ces écrits matière à action. L'inspiration est revendiquée jusque dans le choix du nom pour le Mouvement du 2 juin, un groupe terroriste de l'extrême gauche allemande, qui se fait appeler les Tupamaros-Berlin Ouest. La

Fraction armée rouge (Rote Armee Fraktion / RAF) puise dans les écrits et les concepts de la guérilla urbaine, jusqu'à se revendiquer comme telle en avril 1971, à travers une déclaration programmatique, intitulée « Le concept de guérilla urbaine » (*Das Konzept Stadtguerilla*), où est évoquée, très symboliquement, « la métropole république fédérale »... l'État comme ville. Les mêmes réflexions agitent l'extrême gauche italienne. Pour les Brigades rouges, le choix de la guérilla urbaine date du 2 mai 1972 et résulte de la répression menée alors. L'un des fondateurs, Alberto Franceschini, affirme d'ailleurs que les deux ouvrages sur les Tupamaros étaient, pour lui et Mara Cagol, autre brigadiste, leurs « petits évangiles ». Pour l'extrême gauche radicale allemande comme pour sa cousine italienne, l'inspiration est la même, mais chaque organisation dispose de ses propres tactiques et modes opératoires. Une inspiration qui persiste et traverse les époques comme les lignes idéologiques. Ainsi, plus récemment, en 2004, un texte émanant de la sphère jihadiste, *Idārat at-Tawahhuš : Akhtar marhalah satamurru biha l'ummāh*, dû à un certain Abu Bakr Naji et traduit par « management de la sauvagerie », se réfère, en les citant, aux théoriciens latino-américains de la guérilla urbaine. Traduit en anglais en 2006, le texte est publié en français l'année suivante sous le titre *Gestion de la barbarie* et réédité en 2017.

Ainsi, la guérilla urbaine, à l'origine une tactique développée dans le cône sud et dans un contexte de dictatures militaires, est devenue le cri de ralliement d'une violence politique mondialisée, qui considère désormais la ville, et la démocratie occidentale, comme des champs de bataille à part entière. _